

**Service correctionnel du Canada
Direction des services techniques
Division des systèmes électroniques**

**1^{re} édition
18 novembre 2015**

**ÉNONCÉ
DES
SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES**

AJOUT

de

**CAMÉRAS DE TÉLÉVISION EN CIRCUIT FERMÉ DANS LES AIRES DE FOUILLE À NU
ET DES VISITES ET DE LA CORRESPONDANCE**

de

**L'ÉTABLISSEMENT DE COLLINS BAY
(UNITÉ À SÉCURITÉ MOYENNE)**

Annexe B

**Prescriptions de sécurité à l'intention des
entrepreneurs en dispositifs de sécurité
électroniques travaillant dans les
établissements du SCC**

Le présent énoncé des spécifications techniques a été approuvé par le Service correctionnel du Canada en vue de l'ajout de caméras de télévision en circuit fermé dans les aires de fouille à nu et des visites et de la correspondance de l'Établissement de Collins Bay (unité à sécurité moyenne).

PRESCRIPTIONS DE SÉCURITÉ À L'INTENTION DES ENTREPRENEURS EN DISPOSITIFS DE SÉCURITÉ ÉLECTRONIQUES TRAVAILLANT DANS LES ÉTABLISSEMENTS DU SCC

1. Lois et règlements

- a. L'entrepreneur doit, en tout temps, se conformer entièrement à la dernière version des lois et des règlements suivants :
 - 1. la loi sur la santé et la sécurité au travail de la province où le travail est effectué,
 - 2. le *Code canadien du travail*, partie II,
 - 3. le *Code national du bâtiment*, partie VIII,
 - 4. les règlements de la commission des accidents du travail de la province où le travail est effectué,
 - 5. les règlements et les procédures relatifs à la sécurité préparés par l'établissement où le travail est effectué,
 - 6. tout autre règlement sur la sécurité en vigueur dans le lieu de travail.
- a. En cas de conflit entre les dispositions énoncées par les différents documents susmentionnés, la disposition la plus stricte prévaudra.

2. Exigence de sécurité

- a. L'entrepreneur doit s'assurer qu'un plan de sécurité propre à l'établissement a été dressé et est conservé sur le lieu de travail. Il doit fournir ce plan de sécurité sur demande au personnel de l'établissement et aux agents et inspecteurs responsables de la sécurité autorisés en vertu des lois et des règlements énumérés au paragraphe 1.a ci-dessus. Le plan de sécurité doit comprendre une évaluation des dangers, des mesures de prévention, un plan d'urgence et une stratégie de communication.
- b. L'entrepreneur doit effectuer une évaluation des dangers. Toutes les tâches critiques et les dangers correspondants doivent être définis.
- c. Une fois les dangers cernés, des mesures de prévention doivent être mises en place pour éviter qu'ils se concrétisent. Ces mesures doivent comprendre notamment des pratiques de travail sécuritaires, des procédures d'exploitation normalisées et des inspections de sécurité.
- d. Un plan d'urgence tenant compte de tous les dangers cernés et des problèmes qui pourraient survenir durant le projet doit être préparé. Il doit donner un aperçu des procédures d'urgence à suivre en cas d'accident et contenir le nom et le numéro de téléphone des personnes-ressources et des services d'intervention en cas d'urgence. La liste des services et des personnes chargés d'intervenir en cas d'urgence devrait inclure notamment les services suivants :
 - ambulance,
 - service d'incendie,
 - service de police,
 - agent responsable de la sécurité de l'établissement.

PRESCRIPTIONS DE SÉCURITÉ À L'INTENTION DES ENTREPRENEURS EN DISPOSITIFS DE SÉCURITÉ ÉLECTRONIQUES TRAVAILLANT DANS LES ÉTABLISSEMENTS DU SCC (SUITE)

- e. Une stratégie de communication doit être établie en vue de garantir que l'information concernant les dangers, les mesures de prévention et le plan d'urgence est communiquée au personnel de l'entrepreneur, aux sous-traitants, aux opérateurs d'équipement, aux fournisseurs de matériaux, aux entreprises chargées des essais et des inspections et aux organismes de réglementation travaillant dans l'établissement.
- f. Le plan de sécurité doit être fondé sur les lois et les règlements indiqués au paragraphe 1.a ci-dessus et s'y conformer.
- g. La remise d'un plan de sécurité au SCC ne doit pas libérer l'entrepreneur de toute obligation légale précisée dans les lois et les règlements indiqués au paragraphe 1.a ci-dessus.

3. Formation en matière de sécurité

Le personnel de l'entrepreneur, les sous-traitants, les opérateurs d'équipement, les fournisseurs de matériaux, les entreprises chargées des essais et des inspections et les organismes de réglementation travaillant dans l'établissement doivent avoir suivi la formation en matière de sécurité prescrite dans les lois et les règlements indiqués au paragraphe 1.a ci-dessus.